

LOCAL RESSOURCES TERRITORIAL DEVELOPMENT AND WELL BEING

DISSART, J.-C., SEIGNEURET, N., EDWARD ELGAR PUBLISHING, 2020.

Présentation des chapitres – Français

Chapitre 1. Introduction : déplacement des ressources, bien-être à multiples facettes

Par Jean-Christophe Dissart et Natacha Seigneuret

Ce chapitre fait quelques commentaires introductifs sur le livre. En se concentrant sur les principaux termes du titre du livre, il positionne le livre dans la littérature en définissant le concept de territoire et en expliquant les changements qui se sont produits dans la perception de ce que sont les ressources locales et de ce que devraient être les objectifs de développement. Fondamentalement, comme il y a eu un passage d'une économie basée sur les marchandises à une économie basée sur les services, et comme la croissance a été remise en question en tant que but ultime du développement, la notion de ce qui constitue une ressource n'est pas fixe dans le temps et dépend de l'action des acteurs locaux, tandis que le bien-être et la qualité de vie ont remplacé la croissance en tant que concepts multidimensionnels à promouvoir et à rechercher. Les chapitres inclus dans ce livre explorent ces changements et mettent en lumière des exemples de ces changements. Cette introduction présente également la structure du livre et fournit des résumés détaillés pour chaque chapitre. La section finale prend du recul pour présenter les principales contributions et les conclusions générales de cet ouvrage collectif.

PART I

Chapitre 2. Ressources territoriales, économie de proximité et nouvelles dynamiques urbaines : le cas de la ville de Grenoble

Par Bernard Pecqueur et Kirsten Koop

Pecqueur et Koop mènent un examen critique du concept de ressource territoriale et de son application à la ville de Grenoble, en France. Comme l'expliquent les auteurs, l'utilisation du terme "ressource" en relation avec le territoire ne se réfère pas seulement aux ressources matérielles mais inclut également les ressources immatérielles (par exemple le savoir-faire). Ils expliquent en outre que les ressources territoriales peuvent exister à l'état réel ou potentiel et être soit génériques, soit spécifiques. Les auteurs discutent du processus de révélation et de construction des ressources spécifiques au territoire. Ils l'appliquent à Grenoble, une ville européenne de taille moyenne qui s'inscrit clairement dans la mondialisation puisqu'elle a développé une stratégie de spécification des ressources dans le domaine des technologies (par exemple, les nanotechnologies). Globalement, un territoire doit être considéré comme le résultat d'une forme particulière de coordination entre divers acteurs (territoriaux), par laquelle des ressources et des atouts spécifiques sont créés à partir de ressources latentes (c'est-à-dire non encore révélées). Loin d'être un réseau statique d'acteurs, la coordination territoriale est en fait un processus de discrimination qui se déroule dans le temps, fournissant ainsi une méthode pour reconstruire les voies de développement des territoires dans le monde. De même, le cas de Grenoble est révélateur de la situation de nombreuses villes moyennes dans l'économie mondiale qui se situent en dessous de la métropole dans la hiérarchie urbaine et dont la position et la prospérité sont constamment remises en question.

Chapitre 3. Reconsidérer le terrain : de nouvelles opportunités pour les villes en décroissance les leçons des cas de Dessau et Halle

Par Charline Sowa

Selon C. Sowa, depuis les années 2000, la recherche sur le rétrécissement urbain a eu tendance à se concentrer sur la définition du concept, la compréhension du processus et l'analyse des stratégies économiques, politiques et urbaines qui permettent de faire face à la situation. Son chapitre présente la question du tissu urbain au début du 21^e siècle en explorant notamment les pratiques de remodelage urbain et en se concentrant sur le terrain en tant que ressource territoriale. Elle émet l'hypothèse que les espaces urbains négligés offrent de nouvelles perspectives pour restructurer la ville, une réévaluation des espaces ouverts dans le cadre urbain et une définition de nouveaux écosystèmes pour améliorer l'environnement urbain pour la population restante. Pour tester son hypothèse, Sowa analyse deux projets urbains en Allemagne - à Halle et à Dessau - et une combinaison de données comprenant des documents d'urbanisme et des plans de développement, des vues aériennes des villes avant et après leur transformation, des photographies et des entretiens avec des acteurs. Deux résultats majeurs sont constatés : d'une part, les zones abandonnées ne doivent plus être considérées comme des réserves foncières mais comme une ressource territoriale à haute valeur sociale et écologique ; d'autre part, il faut penser l'espace urbain dans sa globalité et revenir à un projet de terrain. De cette manière, une vision actualisée de la ville apparaît, inscrite dans de multiples cycles urbains, devant s'adapter à la dynamique de contraction et de croissance, dont chacune présente des avantages, des potentiels, des contraintes et des menaces.

Chapitre 4. Exploiter le passé ? Formes alternatives de patrimonialisation et ressources locales dans les territoires de montagne (France, 18-21^e siècles)

Par Karine Basset, Caroline Darroux et Pierre Judet

Ce chapitre aborde la question de l'héritage et de la valorisation des ressources du passé en se concentrant sur le cas des zones de montagne. En tant qu'historiens, Basset, Darroux et Judet tiennent compte de la double nature d'une ressource territoriale, c'est-à-dire à la fois comme entité symbolique et comme entité objectivable (tangible ou intangible) pouvant générer une valeur économique.), l'analyse montre les récits, les événements et le contexte qui permettent de reconstituer la trajectoire historique de la patrimonialisation dans les deux cas de figure : l'activité industrielle (découpe de l'acier) dans une vallée alpine urbanisée (la vallée de l'Arve), et l'histoire archéologique et paysagère (vestiges gaulois) d'une zone rurale dépeuplée en Bourgogne (Bibracte/Mont Beuvray). En particulier, les auteurs trouvent un cas de "patrimonialisation permanente" dans la vallée de l'Arve, alors que dans le cas de Bibracte/Mont Beuvray, la question de la patrimonialisation est plus ouverte, avec des tensions autour de la question de la définition et de la valorisation de la valeur patrimoniale du lieu, dessinant une voie alternative à la considération de la ressource locale comme exogène ou source d'enrichissement. En utilisant des méthodes basées sur l'histoire et l'anthropologie, le chapitre reconstitue les voies historiques de la patrimonialisation pour les deux cas, chacun ayant sa propre spécificité, afin de remettre en question l'analyse classique de la valorisation du passé et, par là même, de remettre en cause l'économie de l'enrichissement.

Chapitre 5. Les sites du patrimoine culturel exceptionnel sont-ils des ressources territoriales utiles pour le développement communautaire ?

Par Jean-François Ruault et Magali Talandier

La question clé abordée dans ce chapitre est la capacité des sites patrimoniaux exceptionnels à servir de ressource locale et à impulser une dynamique de développement territorial. En effet, les territoires qui possèdent des sites patrimoniaux remarquables sont à la fois très spécifiques (en raison de la présence de cette attraction) et soumis à des cadres réglementaires importants, notamment la protection obligatoire de leurs sites. Ruault et Talandier utilisent une approche méthodologique mixte : quantitative (variables socio-économiques, fiscales et environnementales pour créer des typologies et évaluer les impacts des sites) pour tous les sites, et qualitative (enquête auprès des gestionnaires locaux et recherche sur le terrain) pour les sites d'étude ciblés. Les résultats montrent que les sites patrimoniaux peuvent dynamiser l'économie locale. Cependant, ce n'est pas toujours le cas : leur impact positif sur les emplois, l'attractivité et les revenus locaux diffère selon le contexte local. En effet, un site patrimonial remarquable implique de multiples contraintes de développement mais présente également un énorme potentiel de levier de coopération et de plus grands profits utilisables pour la protection du site. Ainsi, les résultats remettent en cause la notion de ressource territoriale : sa simple présence n'assure pas le développement local, et il est nécessaire de repenser son rôle dans le cadre d'un modèle plus dynamique pour l'étendre à moyen et long terme afin de prendre en compte les interactions successives entre le bien et le développement. A terme, il s'agit de faire du territoire une ressource pour les sites patrimoniaux et vice versa en trouvant un équilibre qui profite aux deux.

Chapitre 6. La mise en œuvre de la diversification touristique dans les stations de ski des Alpes françaises : une histoire de territorialisation du tourisme

Par Emmanuelle George et Coralie Achin

En se concentrant sur le cas des Alpes françaises et de ses stations de ski, ce chapitre présente comment une ressource locale - la neige - a été au centre des processus de diversification au cours des années. En utilisant la notion de ressource locale développée dans les années 2000 dans le domaine de l'économie territoriale, George et Achin montrent comment les processus de diversification ont réussi à valoriser la neige et les ressources liées à la neige. Les sports d'hiver ont d'abord exploité la ressource locale de la neige avant qu'il ne soit nécessaire de répondre aux nouvelles attentes des clientèles en élargissant la gamme des ressources locales utilisées. Au fil du temps, le patrimoine environnemental et paysager, ainsi que le patrimoine culturel (agricole ou industriel) lié à l'histoire de la région, sont devenus les ressources locales à développer. Cette notion de ressource touristique locale a clairement évolué au cours des dernières décennies et soulève des questions corollaires : à quelle échelle cette diversification doit-elle être développée, et qui doivent en être les acteurs ? Les réponses à ces questions sont apportées en s'appuyant sur la situation des Alpes françaises et sur l'ensemble des politiques publiques des conventions Espaces Valléens. Les auteurs mettent en évidence le déroulement des processus de diversification, en s'interrogeant sur le type d'activités promues et le(s) territoire(s) concerné(s) dans un contexte local renouvelé et, enfin, sur les acteurs de ce nouveau tourisme.

Chapitre 7. Les stratégies territoriales de transition énergétique : de nouveaux modèles de coopération entre acteurs et de gestion des ressources ?

Par Gilles Novarina et Natacha Seigneuret

Depuis le début des années 2000, dans plusieurs villes européennes, les stratégies de planification territoriale ont inclus des objectifs d'adaptation au changement climatique afin de provoquer une transition économique, sociale et écologique. En se concentrant sur l'énergie en tant que ressource locale, Novarina et Seigneuret examinent les nouvelles stratégies locales de transition énergétique et les modes de gouvernance qui les sous-tendent. L'analyse comparative initiale de 20 villes européennes les amène à se concentrer sur trois cas : Bristol (Angleterre), Fribourg-en-Brisgau (Allemagne) et Grenoble (France). L'étude approfondie, basée sur l'analyse de documents et des enquêtes in situ, leur permet de comprendre les moteurs des écosystèmes urbains qui favorisent l'émergence d'innovations sociales et technologiques afin de gérer l'énergie au niveau local. En particulier, l'analyse montre un processus de coopération visant à réduire l'incertitude technologique et à accroître les compétences des acteurs en matière d'innovation, mais avec des spécificités locales : une stratégie intégrée et inclusive à Fribourg ; une approche pragmatique et basée sur des objectifs à Bristol ; et une stratégie progressive, basée sur des projets de démonstration, à Grenoble. Dans l'ensemble, l'analyse montre que les différences entre les stratégies énergétiques territoriales ne découlent pas principalement d'une dotation différenciée en ressources mais plutôt de la diversité des acteurs, de leur degré de mobilisation et de la mesure dans laquelle ils partagent la même vision des qualités du territoire qu'ils habitent et du potentiel de transformation de celui-ci.

PART II

Chapitre 8. Au-delà du bien-être monétaire : les sociabilités peuvent-elles compenser les effets des faibles revenus ? Une étude de cas dans l'agglomération grenobloise

Par Anne Le Roy et Fiona Ottaviani

Le Roy et Ottaviani rendent compte d'un projet de collaboration impliquant des professionnels et des universitaires pour générer des indicateurs de bien-être locaux, durables et alternatifs : le projet IBEST. L'objectif est de révéler la complexité des différents liens entre les ressources monétaires et les sociabilités. Même si les relations sociales sont un thème central des politiques urbaines de Grenoble et sont considérées comme essentielles pour le bien-être des habitants de la ville, elles n'ont jamais été quantifiées auparavant. Pour évaluer les différentes sociabilités et le rôle qu'elles jouent dans le bien-être, le projet IBEST s'appuie sur plusieurs principes, dont une approche fondée sur les capacités de Sen. Le principal instrument de collecte de données est un questionnaire comprenant 86 questions. Plusieurs variables liées aux actions des personnes, à leurs aspirations et à l'appréciation de leur situation sont utilisées pour évaluer les sociabilités relationnelles et institutionnelles. Les auteurs montrent que si la richesse monétaire ne va pas nécessairement de pair avec un réseau social dense et une satisfaction personnelle, elle influence l'existence de relations basées sur la confiance et la possibilité de demander de l'aide. L'analyse des liens sociaux met donc en garde contre une approche simpliste des sociabilités et des relations entre ressources monétaires et non monétaires. L'analyse montre également la complexité des relations entre les variables incluses dans la notion de bien-être, ce qui limite l'identification de relations claires de cause à effet entre la sociabilité interpersonnelle et institutionnelle.

Chapitre 9. Accessibilité de l'espace public urbain : considérer la diversité des pratiques piétonnes ordinaires

Par Rachel Thomas

Thomas soutient que, depuis 30 ans en France, l'accès à l'espace public urbain est devenu un enjeu majeur pour l'aménagement de la ville et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Cependant, l'approche actuelle continue de promouvoir une approche technique de l'accessibilité en fournissant des dispositifs techniques isolés pour les personnes handicapées. Ce chapitre présente le contexte et un examen des dispositifs d'assistance permettant de conceptualiser les lieux publics urbains qui ont été adaptés.

Développée à partir du domaine de la recherche sur l'architecture et l'ambiance urbaine, qui promeut une approche sensible de l'environnement bâti, la perspective critique de ce chapitre adopte une position opposée en défendant deux idées : premièrement, l'accès des piétons à la ville est le résultat d'un processus pratique et perceptif d'enracinement qui est construit pendant la promenade ; et deuxièmement, l'accessibilité urbaine devrait être conceptualisée en termes d'aide fournie par l'environnement de la ville. En s'appuyant sur l'ethnométhodologie, la sociologie urbaine et des exemples in situ, le chapitre introduit la notion de "configuration sensorielle" : ressources visuelles, lumineuses, sonores, tactiles et thermiques offertes par l'environnement. Ce faisant, l'étude remet en question la normalisation des règles de conception et indique une matrice de lecture de l'espace perçu en mouvement ; elle souligne également la dimension pratique de la perception située, qui va au-delà de la simple notion de mobilité urbaine et façonne les relations des personnes avec les autres.

Chapitre 10. L'initiative britannique "Healthy New Towns" : un pas vers la réunification de la planification et de la santé ?

Par Stéphane Sadoux et Cecilia Di Marco

Ce chapitre se concentre sur le lien entre la qualité de vie, telle qu'elle est perçue à travers le prisme de la santé publique, et l'urbanisme. En Grande-Bretagne, le Service national de santé a attiré l'attention sur l'impact de l'aménagement des villes et des logements sur les modes de vie et la santé, en soulignant la promotion de la santé et du bien-être par le biais de la "mise en forme des lieux". Ce contexte a conduit la Grande-Bretagne à prendre plusieurs mesures concernant les déterminants environnementaux de la santé. En s'appuyant sur une analyse documentaire interdisciplinaire (principalement sur la planification, l'architecture et la politique sociale), Sadoux et Di Marco réfléchissent au retour de la santé dans les politiques publiques. Ce chapitre s'appuie également sur les principales publications gouvernementales pour montrer certaines des manières dont les objectifs de promotion de la santé ont été traduits en politique urbaine (le programme "Healthy Towns", 2008 ; le programme "Healthy New Towns", 2015). Les objectifs et le processus qui sous-tendent ces initiatives sont résumés, et une étude de cas de l'un des projets pilotes (Barton à Oxford) est fournie. Bien que ce programme soit trop récent pour être évalué, Sadoux et Di Marco soutiennent que, indépendamment du résultat des projets en cours, il y a une réunification de la santé et de la planification. Ils soulignent l'accent mis actuellement sur la création de liens solides au niveau local pour faciliter la poursuite de ces actions une fois les programmes terminés. Comme les projets pilotes sélectionnés sont, sinon tous, pour la plupart de nouvelles implantations, la difficulté de réaménager les zones urbaines existantes est également soulignée.

Chapitre 11. Un cadre pour la description et l'analyse des trajectoires de vie : faire un pas vers l'étude des facteurs de migration résidentielle

Par Marlène Villanova-Oliver, David Noël, Jérôme Gensel et Pierre Le Quéau

L'objectif de ce chapitre est de contribuer à une connaissance plus fine des raisons pour lesquelles les ménages font des choix résidentiels dont l'enchaînement génère une trajectoire résidentielle. À travers l'étude des trajectoires résidentielles, il vise à donner un sens aux processus de migration urbaine et à comprendre les raisons sous-jacentes qui poussent les gens à se déplacer, à quel moment de leur vie et vers quels lieux : des raisons liées à la famille et à l'emploi, ainsi que des facteurs liés aux loisirs ou à d'autres aspects de la vie des gens. Décrire et comprendre les migrations est un outil majeur pour la planification urbaine afin de prendre des décisions plus éclairées concernant l'offre de logement, entre autres. Cette recherche multidisciplinaire apporte une contribution en termes de méthodes et d'outils pour observer les migrations urbaines et/ou périurbaines et pour comprendre les dynamiques métropolitaines. Les résultats préliminaires montrent que cette approche générique peut être utilisée pour modéliser des trajectoires de vie multidimensionnelles puisque les individus sont observés sous plusieurs angles : spatial, temporel et thématique. L'autre caractéristique majeure de cette approche est l'intégration de la capacité à expliquer les raisons d'un choix donné. Villanova-Oliver, Noël, Gensel et Le Quéau soutiennent également que ce cadre, qui est ancré dans le web sémantique, est bien équipé du point de vue de la méthodologie et du logiciel, ce qui garantit sa mise en œuvre relativement facile. Enfin, les auteurs abordent les questions de collecte de données afin d'alimenter le modèle et comme condition préalable à l'analyse des trajectoires de vie.

Chapitre 12. Équipements naturels et justice sociale

Par Jean-Christophe Dissart, David W. Marcouiller et Yves Schaeffer

Dissart, Marcouiller et Schaeffer définissent les aménagements naturels comme des attributs naturels liés à un lieu qui procurent des avantages locaux aux personnes ou aux entreprises. En tant que tels, ces aménagements naturels ont souvent été au centre des débats sur la qualité de vie au cours des dernières décennies. Comme l'accès aux équipements et, par conséquent, à une meilleure qualité de vie peut être inégal entre les groupes socio-économiques et dans l'espace, ce chapitre aborde la question de la mesure dans laquelle les équipements naturels et la justice sociale sont liés. Tout d'abord, un lien théorique est établi entre les deux concepts. Cependant, la majeure partie du chapitre aborde empiriquement la relation entre aménités et justice en se concentrant sur deux cas différents : la propriété rurale en bordure de lac dans les États des Lacs (États-Unis) et la migration liée aux aménités dans les zones métropolitaines de Marseille et de Grenoble (France). Dans le cas des États-Unis, des méthodes qualitatives fondées sur l'expérience et des entretiens triangulés avec des informations fiscales au niveau des parcelles montrent que la présence d'eau accentue les inégalités entre les résidents de longue date et les nouveaux arrivants. Dans le cas français, une analyse statistique des données migratoires individuelles est utilisée en combinaison avec les préférences des types de ménages en matière de commodités pour démontrer l'hétérogénéité des préférences entre les groupes sociaux pour différentes commodités. Par conséquent, dans les cas américain et français, les aménagements naturels sont associés aux inégalités économiques, à l'embourgeoisement environnemental et aux processus de ségrégation socio-spatiale, c'est-à-dire aux questions de justice sociale. Ces résultats suggèrent la nécessité de mieux prendre en compte le lien entre aménités et justice dans les plans urbains et régionaux.

Chapitre 13. Conclusion : renouvellement des méthodes et curiosité pluridisciplinaire **Par Natacha Seigneuret et Jean-Christophe Dissart**

Ce livre souligne l'importance d'une approche multidisciplinaire pour comprendre les liens entre les acteurs territoriaux, les ressources territoriales et le bien-être. Dans la première partie, les chercheurs observent que les ressources territoriales, quelle que soit leur nature, obligent les acteurs à travailler vers de nouvelles normes et à développer une intelligence collective endogène qui prenne en compte les changements exogènes de leurs territoires. Les chapitres de la partie II se concentrent sur les ressources relationnelles qui se développent sur les territoires et contribuent au bien-être des populations. Au-delà de la pluralité des positions théoriques, tous les chercheurs constatent que, si les relations sociales sont essentielles au bien-être des personnes, leur complexité exige que les cadres d'analyse soient renouvelés avec des approches interdisciplinaires. S'appuyant sur un large éventail de thèmes de recherche, cet ouvrage permet de capitaliser les connaissances accumulées sur les territoires et de les diffuser auprès des différents publics et acteurs du territoire. Il contribue ainsi à renforcer les liens entre acteurs et chercheurs et à faciliter l'interface entre la recherche et les enjeux sociétaux actuels.